



AMSELLE (Jean Louis)  
SIBEUD (Emmanuelle) (dir.)  
*Maurice Delafosse. Entre orientalisme  
et ethnographie : l'itinéraire  
d'un africaniste (1870-1926)*  
Paris, Maisonneuve et Larose,  
coll. « Raisons ethnologiques », 1998,  
320 pages.

Ce livre remarquable comble une lacune : celle de l'histoire de notre savoir sur l'Afrique. Il accepte de traiter du contenu de l'africanisme et de suivre la carrière de celui qui est peut-être le premier africaniste français : Maurice Delafosse. Avant le musée de l'Homme, avant l'ethnologie universitaire (la première chaire, celle de Marcel Griaule, date de 1945), il y eut des hommes de terrain, formés aux disciplines philologiques, soucieux d'écrire l'histoire de l'Afrique. Commis des affaires indigènes en 1894, puis administrateur du cercle de Korhogo au début du siècle, M. Delafosse devint chargé de cours de « dialecte soudanais » à l'École des langues orientales. Il était aussi le gendre d'Octave Houdas, professeur d'arabe dialectal, avec qui il traduit et préface le *Tarikh El Fethash* (1913). Dans son travail s'accomplit la liaison de la formation philologique, typique de la tradition orientaliste avec l'ethnographie de Van Gennep et la sociologie de Durkheim, soucieuse de « formes élémentaires », donc de visées synthétiques et générales qui seront une des contributions de Delafosse.

Il n'est pas possible dans le cadre d'une brève notice de rendre justice à la richesse de cet ouvrage. Les communications des deux éditeurs, celle de J. Schmidt ouvrent des perspectives de recherche sur le rapport entre la pensée africaine contemporaine et les réflexions africanistes produites dans le cadre colonial. De plus, avant la littérature écrite par les Africains, il y eut celle des africanistes. Delafosse fut aussi journaliste et son personnage de Broussard a inauguré une satire du système dans laquelle Fily Dabo Sissoko s'illustra. Ce travail montre bien comment des marginaux de l'orientalisme, spécialistes du dialecte et non

de l'arabe classique, insistent sur l'originalité de l'Islam noir et réfléchissent sur l'ouverture du monde soudanais. C'est le sens de la place des Peuls dans la grande synthèse de Delafosse : *Haut-Sénégal Niger* (1908), étudiée de façon magistrale par J.-L. Triaud. Ce livre devrait être une lecture obligée pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la pensée africaines.

**Alain Ricard**

---

OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE  
DES DROGUES (OGD)

*Les Drogues en Afrique subsaharienne*  
Paris, Karthala, coll. « Hommes  
et sociétés », 1998, 327 pages.

Depuis sa création au début des années 90, l'Observatoire géopolitique des drogues, un organisme de recherche indépendant, s'est taillé une réputation internationale pour ses études sur la production et la distribution de drogues illicites ou illégales, et ce notamment grâce à sa lettre mensuelle *La Dépêche internationale des drogues* et à ses publications annuelles ou autres. L'OGD a su gagner le respect non seulement des journalistes mais surtout des fonctionnaires actifs dans l'analyse ou la répression des narcotiques. Cet ouvrage collectif est issu d'un colloque tenu à Paris en 1998 et financé par plusieurs institutions préoccupées par l'importance du phénomène narcotique dans le monde contemporain : la Commission européenne, le ministère français de la Coopération, et l'Unesco. Regroupant les communications présentées lors du colloque ainsi qu'un résumé des débats entre participants, l'ouvrage est divisé en quatre parties, concernant : la consommation et les consommateurs de drogues en Afrique ; la production et les producteurs de drogues illicites, en Afrique également ; la commercialisation de ces produits ; les conséquences sur deux géants africains, le Nigeria et l'Afrique du Sud. La partie la moins intéressante et la moins originale est sans doute celle traitant des consommateurs.

Nous apprenons peu sur ces Africains, de plus en plus nombreux, qui fument, qui mâchent ou qui avalent, et sur les raisons qui les poussent vers de telles pratiques. Cela est d'autant plus dommage que le refrain selon lequel les drogues ne sont consommées que dans le monde industrialisé n'est plus vrai : l'Asie, l'Amérique latine, et maintenant l'Afrique ont leur part de consommateurs de drogues illégales, y compris de drogues synthétiques comme les amphétamines.

Pourtant, les trois autres parties du livre contiennent des pages du plus grand intérêt pour le lecteur attentif aux sociétés et à l'économie politique de l'Afrique actuelle. Parmi les exemples les plus intéressants, citons les contributions à la partie II sur la relation entre libéralisme économique et culture de marijuana en Afrique et ailleurs et, dans la partie IV, la contribution de Donald Keyser, fonctionnaire au département d'État aux États-Unis. Entre autres, D. Keyser avance une estimation des chiffres d'affaires des différents secteurs d'activités des syndicats nigériens : selon lui, les compagnies d'assurance américaines signalent que 58 % des réclamations frauduleuses qu'elles reçoivent chaque année sont présentées par des citoyens nigériens, et que « les Américains, du seul fait des fraudes de ce genre, organisées par des Nigériens, perdent entre 20 et 26 milliards [de dollars] par an : 10-15 milliards par les fraudes aux assurances, 5 milliards par les fraudes bancaires, 2-3 milliards par les perceptions frauduleuses, et un milliard par les fraudes aux avances sur gain à venir » (autrement dit, les *advance fee frauds*, dont la plus connue au Nigeria est le soi-disant « 419 »). Ces associations criminelles, dont « l'ampleur, géographique et fonctionnelle, [est] à peine croyable » selon D. Keyser, semblent relier le monde des narcotiques à d'autres secteurs illégaux, comme la fraude, en passant par le blanchiment. À noter que le PNB officiel du Nigeria était en 1997 de 30,7 milliards de dollars, selon la Banque mondiale. Autrement dit, à en croire les chiffres américains, l'activité criminelle entreprise par des gangs nigériens, chez eux ou à l'étranger, pourrait être bien plus importante que l'éco-

nomie officielle de ce même pays, par ailleurs le plus important producteur de pétrole en Afrique. Des observations de ce genre, difficiles à vérifier, suggèrent l'importance de l'économie criminelle dans certains pays africains au moins. Alors qu'il existe des études classiques sur l'économie politique de la drogue, à commencer par celle, monumentale, de A. McCoy sur l'Asie du Sud-Est, il y a un besoin urgent d'incorporer le phénomène dans les analyses de l'Afrique. L'OGD a montré le chemin.

Stephen Ellis

---

CALAS (Bernard)

*Kampala, la ville et la violence*

Paris, Karthala, 1998, 440 pages.

Le rapport de la ville africaine à la violence est un débat assez récent. Dans les colonnes de cette revue, en 1987, Bernard Calas est sans doute un des premiers en France à l'avoir abordé en dépassant le cadre des sempiternelles études sur la délinquance juvénile. Son nouveau livre ne traite cependant pas de la violence urbaine en tant que violence générée par la ville, mais, comme le titre l'indique bien, de l'impact de la violence sur la ville. Nuançant certaines de ses précédentes positions, il observe que, somme toute, la violence de l'Ouganda des années 70 et 80 n'aura pas pesé de façon déterminante sur l'organisation urbaine de Kampala, avec des zones à dominante baganda à l'ouest et des quartiers planifiés et plus hétérogènes ethniquement à l'est, dans l'ancienne ville européenne.

Les destructions militaires, notamment, n'ont pas été aussi importantes que dans des bourgades de province comme Mbarara et Masaka. Stratégiquement ont surtout été visés les axes d'accès, le centre-ville, les casernes (Lubiri, Makindye, Mbuya et Kireka), l'antenne radio de Kololo, le sommet de Tank Hill, la poste principale, l'hôpital militaire, les bâtiments gouvernementaux, les résidences officielles de Cap Town, etc. Les pillages pendant



les coups d'État de 1971, 1979 et 1985 ont en réalité causé plus de dégâts que les guerres. Tandis que les boutiques étaient ouvertes au lance-roquettes, les ruines sur le flanc nord de la colline de Makindye, dans le quartier de Ndeeba, près du lac du Kabaka ou autour des tombes royales de Kasubi ont surtout été le fait de vengeances personnelles.

Le partage des dépouilles est l'enjeu essentiel des assaillants. L'expulsion des Indiens en 1972 est l'occasion pour Amin Dada de redistribuer les propriétés confisquées à ses fidèles. L'opération se fait dans le plus grand désordre, qui voit le magasin d'un opticien attribué à un courtisan par le simple fait que celui-ci portait des lunettes ! Elle n'en est pas moins politique. Une tentative de coup d'État, menée en février 1974 par des West Nilers non-musulmans, conduit ainsi à chasser les Lugbara de la ville et à confier leurs propriétés (autrefois indiennes) à des Soudanais musulmans. L'auteur explique en fin de compte la permanence de la structuration sociale de la capitale par plusieurs facteurs : une économie de prédation qui n'a pas cherché à poser les bases d'une extorsion durable, des mafias qui fonctionnaient plus sur un mode réticulaire que territorial et qui n'ont pas essayé de contrôler des quartiers, l'exiguïté du centre-ville qui a limité l'ampleur de la ponction, le nombre restreint de nordistes qui s'est heurté à la prédominance démographique des Baganda à Kampala, l'absence de purification ethnique, enfin (pp. 402 et 403).

Avec le recul, l'analyse est confirmée par la vitalité vite retrouvée de Kampala. Celle-ci n'a jamais perdu sa fonction centrale, et elle concentre désormais 15 % des fonctionnaires, 20 % de la masse salariale gouvernementale, 15 % des banques, plus de 25 % des guichets ouverts au public, la totalité des 13 firmes d'assurance du pays, 11 des 18 succursales des 9 sociétés de crédit ougandaises, 61 des 75 bureaux de change ouverts depuis la libéralisation économique de 1990, etc.

Un des mérites de ce livre, et ce n'est pas le moindre, est d'analyser la gestion de Kampala après 1986, c'est-à-dire une fois la paix revenue. En

effet, l'ouvrage de B. Calas est d'abord une superbe monographie de géographie politique (et non de géopolitique, pour une fois). L'auteur s'attarde notamment sur le retour des Indiens, question encore peu étudiée bien que d'actualité depuis l'Expropriated Asian Properties Act de 1982, qui prévoyait soit des compensations soit la restitution des propriétés confisquées. Sont aussi longuement décrits les *wazigo*, ces « valises » qui désignent des taudis collectifs, généralement des pièces de trois mètres sur trois. Sur le mode de la promenade empirique et sans pour autant renier une approche plus systémique, B. Calas arpente infatigablement les collines de Kampala... et finit par emporter l'adhésion du lecteur.

Marc Antoine Pérouse de Montclos

---

HANSEN (Holger Bernt)

TWADDLE (Michael) (eds)

*Developing Uganda*

London, James Currey, 1998, 254 pages.

*Developing Uganda* est le dernier opus d'une série d'ouvrages sur l'Ouganda édités par H. B. Hansen et M. Twaddle depuis une dizaine d'années. Les deux premiers – *Uganda Now: Between Decay and Development* (James Currey, 1988) et *Changing Uganda* (James Currey, 1991) – visaient à faire le point sur la situation d'un pays miné par vingt ans de guerre civile et à rendre compte des dynamiques de reconstruction engagées par le régime Museveni dans les domaines économique, institutionnel, sécuritaire, agricole, éducatif... Par la richesse et la diversité de leurs analyses, ces deux livres collectifs s'étaient rapidement imposés comme ouvrages de référence. Copublié en 1994 par J. Currey et Fountain Publishers à Kampala, le troisième opus – *From Chaos to Order: the Politics of Constitution-Making in Uganda* – avait un objet plus circonscrit : le long processus de consultation et de démocratisation ayant conduit à la rédaction d'une nouvelle constitution en 1995, après élection d'une assemblée

constituante. Proposant une analyse minutieuse des enjeux historiques et politiques soulevés par ce scrutin, les études de J. Katorobo, N. Kasfir, J. Waliggo, A. Nsibambi, J. Geist, E. Brett et G. Hyden constituaient un précieux outil de connaissance des ressorts de la sociologie électorale ougandaise.

*Developing Uganda* ajoute une pierre à cet ambitieux édifice scientifique. Réunissant plus de vingt auteurs différents, il renoue avec l'orientation généraliste des premiers tomes, abordant tour à tour la question des réformes économiques et de la pauvreté (1<sup>re</sup> partie), celle de la participation politique et des représentations afférentes (2<sup>e</sup> partie), l'enjeu des politiques publiques mises en œuvre dans le domaine de la santé, de la décentralisation ou de la réforme agraire (3<sup>e</sup> partie), et enfin le débat sur le développement à la base, où se côtoient des réflexions sur les relations entre le centre et la périphérie, le théâtre comme vecteur de changement, les représentations du progrès dans le comté de Bunyole ou le discours messianique d'Alice Lakwena dans le Nord. De fait, ce livre a les défauts communs à ce genre d'ouvrages collectifs qui se révèlent souvent par trop hétérogènes.

Il comporte néanmoins de très bons chapitres. Paul Collier et Sanjay Pradham, par exemple, proposent une réflexion sur l'économie politique ougandaise qui, malgré sa facture assez classique, se révèle très intéressante pour saisir les enjeux d'une transition de la guerre civile à la paix. De même, le chapitre d'Aili Mari Tripp sur le rôle politique des associations féminines, excellent travail de terrain, propose une analyse passionnante de l'évolution des modalités de la participation politique et de l'action collective dans le cadre des structures de « gouvernance locale » (Comité de résistance) mises en place dès 1986. Le chapitre de Goran Hyden sur les défis du constitutionnalisme, en revanche, s'avère assez décevant, ne prenant guère en compte les involutions que connaît le régime Museveni depuis deux ou trois ans. Dans le même esprit, on peut regretter que l'étude de Geoffrey B. Tukahebwa

sur les privatisations ne traite quasiment pas de l'instrumentalisation politique des mesures de privatisation et de libéralisation. Plus généralement, il est dommage que la troisième partie ne tienne que partiellement les promesses de son titre : l'évolution des représentations politiques n'est finalement pas au centre du propos des quatre contributions, ce qui est dommage étant donné les mutations qui se sont opérées dans les imaginaires politiques depuis une quinzaine d'années en Ouganda.

**Richard Banégas**

---

Birmingham (David)  
*Kwame Nkrumah : the Father  
 of African Nationalism*  
 Athens, Ohio University Press, 1998  
 (nouvelle édition), 142 pages.

Cette biographie de l'ancien président ghanéen évincé du pouvoir en février 1966, Kwame Nkrumah, dont la première édition a paru en 1990, est conçue en cinq chapitres diachroniques. Comme la plupart des biographies qui lui sont consacrées, elle met en scène Kwame Nkrumah à partir de ses années de jeunesse, quand il partit poursuivre ses études aux États-Unis, puis en Angleterre, où il s'activa dans un militantisme tous azimuts qui lui permit de se froter aux ténors de la conscience noire et du panafricanisme. De retour au pays, il prit la tête de l'United Gold Coast Convention (UGCC), le mouvement anticolonialiste petit-bourgeois de J. B. Danquah, dont il rompit pour créer la Convention People's Party (CPP). Laquelle, bien structurée à travers des mouvements de jeunes, de femmes et de planteurs de cacao, se réclamait du marxisme et revendiquait l'indépendance immédiate en organisant des manifestations ; celles-ci conduisirent son leader en prison, d'où il sortit pour devenir, à la suite de la victoire électorale de son parti, Premier ministre en 1951, dans l'ombre bienveillante du gouverneur libéral Sir Charles Arden-Clarke.



Cinq ans plus tard, il prenait définitivement les commandes du premier État décolonisé du continent africain.

Durant ses années passées au pouvoir (1951-1966), Nkrumah mit en place une politique économique et sociale coûteuse (habitats sociaux, infrastructures, promotion scolaire, barrage d'Akosombo, nationalisations, etc.) que les cours du cacao, dont le Ghana était alors le premier producteur mondial, permirent plus ou moins de financer jusqu'à leur effondrement. Mais, très tôt, son régime se prit dans les rets de la corruption et de la monocratie autoritaire avec les premières lois de détention préventive, dans une atmosphère caractérisée par la hantise de complots, d'assassinats et de crise régionaliste.

Cependant auréolé du prestige de premier décolonisateur, Nkrumah apparaît en « héros africain » qui proposa ses services aux différents mouvements de libération, notamment en Afrique australe (Rhodésie du Sud et Sud-Ouest africain), ou qui intervint au côté des Nations unies dans la crise du Congo belge en 1960 au nom du panafricanisme et de l'unité africaine, lesquels devaient se traduire selon lui par l'abolition des frontières coloniales, pour former un État continental et un marché commun africain. Lors de la création de l'Organisation de l'unité africaine en mai 1963, les idées panafricanistes de Nkrumah furent combattues par ses pairs avec lesquels, excepté le Guinéen Sékou Touré et le Malien Modibo Kéita, il entretenait des relations houleuses. Mais le général De Gaulle fut son grand rival, qui considérait le continent, notamment les pays francophones, comme le champ d'intervention naturel de la France. À sa chute du pouvoir, Kwame Nkrumah laissa un lourd héritage que ses successeurs militaires et civils ont eu du mal à gérer. Telle est en gros l'histoire de vie de l'ancien président ghanéen, que David Birmingham tente de nous restituer sans complaisance.

Toutefois, à la lecture de cette biographie, le lecteur n'aura guère l'occasion de se demander si l'auteur n'est pas allé fouiller trop loin dans la vie de son personnage. Les biographies de

Nkrumah se multiplient depuis sa mort en exil, en 1972, mais sur son enfance, ses parents, son milieu social, sa scolarité, ses camaraderies, etc., on ne sait toujours pas grand-chose. Comme si l'on ne pouvait pas apporter d'éléments nouveaux et originaux qui nous sortent des sentiers battus auxquels nous ont habitués tant de biographes de Nkrumah, pourtant un contemporain ayant bel et bien existé et non un personnage de légende. Des personnes qui l'ont connu, certains de ses compagnons sont probablement encore vivants : pourquoi leurs témoignages ne sont jamais sollicités ? Trop de biographes de Kwame Nkrumah, et notre auteur n'échappe pas à cette règle, donnent la fâcheuse impression de le condamner à la prédestination présidentielle en racontant son histoire de façon lisse et linéaire, en faisant une compilation plus ou moins heureuse de ce que l'on sait déjà. David Birmingham, qui est historien et connaisseur du Ghana, où il retourne régulièrement après y avoir fait ses études, avait pourtant les moyens de dépasser les redits en mêlant la vie publique et la vie privée de l'ancien dirigeant ghanéen, pour en ressortir la complexité du personnage, ses contradictions et ses paradoxes dans ses relations de pouvoir avec ses collaborateurs, ses gouvernés, son entourage, ses enfants, son épouse, etc. Par exemple, qu'y a-t-il derrière le Nkrumah qui aime à afficher un marxisme scientifique radical mais n'est pas un athée pour autant ? On sait que celui qui voulait devenir prêtre avait de solides penchants pour la magie et l'ésotérisme et ne détestait point le décorum et les « seconds bureaux »... Ce n'est qu'en l'extrayant un peu du joug de sa vie publique, rendue à tort monastique, pour le confronter à sa propre vie privée que l'on pourra nous apprendre mieux sur Nkrumah, tel qu'il était en chair et en esprit, avec ses grandeurs et ses faiblesses. Une biographie plus fouillée de l'une des figures les plus marquantes de l'Afrique contemporaine est toujours à l'ordre du jour.

Comi M. Toulabor



BALENCIE (Jean-Marc)  
DE LA GRANGE (Arnaud)  
*Mondes rebelles. Guerres civiles  
et violences politiques*  
Paris, Michalon, 1999, 1561 pages.

MARCHAL (Roland)  
MESSIANT (Christine)  
*Les Chemins de la guerre et de la paix.  
Fins de conflit en Afrique orientale  
et australe*  
Paris, Karthala, 1997, 259 pages.

MULLER (Jean-Claude)  
*Jeux de miroirs. Structures politiques  
du haut plateau nigérian*  
Paris, EHESS, 1998, 204 pages.

Il faut saluer la deuxième mouture du « botin mondain » des guérillas : deux volumes compilés en un et largement réactualisés par rapport à la première édition. Les *Mondes rebelles* sont une sorte d'annuaire insistant sur les auteurs des conflits plus que sur les procédures, les mécanismes et les dynamiques en œuvre. Chaque pays traité fait l'objet d'une synthèse introductive qui est suivie de l'inventaire des parties en lice. L'Afrique se taille la part du lion. Près de 28 % des pages lui sont consacrées ; c'est la zone géographique qui occupe le plus de place par rapport aux Amériques, à l'Asie, au monde arabe et à l'Europe. Ce seul décompte permet de constater que les conflits ouverts n'y ont pas diminué après la guerre froide, bien au contraire. Une autre conclusion s'impose : la fragmentation des mouvements armés, la dilution des conflits et, par conséquent, la difficulté à trouver des interlocuteurs viables pour les résoudre.

Les auteurs de ce *Quid* très particulier connaissent leur affaire et ont accès à des sources d'information de première main. L'un travaille dans un bureau d'études auprès du Premier ministre, l'autre est journaliste au service étranger du *Figaro*. On serait bien en peine de trouver une erreur factuelle, ce qui relève tout simplement de l'exploit. Quant

aux omissions, peu nombreuses, elles sont sûrement dues au manque de place et à l'impossibilité d'être exhaustif. Les *Mondes rebelles* s'avèrent être un usuel indispensable tant pour le praticien « humanitaire » que le chercheur. Qui peut en effet prétendre connaître par cœur la liste des diverses organisations armées opérant dans le sud du Soudan ou de la Somalie ? C'est d'ailleurs une des difficultés inhérentes à ce genre d'entreprise que d'être déjà dépassée au moment même de sa publication ! Cela laisse espérer de prochaines remises à jour...

L'ouvrage de R. Marchal et C. Messiant propose une approche plus sociologique des conflits, dont il étudie la dimension internationale. Au regard des engagements humanitaires en faveur de la paix, le constat actuel tend à l'échec, puisque trois des quatre pays étudiés ont soit renoué avec la guerre (Angola, Érythrée), soit n'ont jamais cessé les combats (Somalie), seul le Mozambique échappant à ces scénarios fatidiques. De ce point de vue, R. Marchal n'a pas de mots assez durs pour souligner les défaillances de la communauté internationale, et plus particulièrement des Nations unies, au risque d'ailleurs de paraître sentencieux, d'y perdre l'objectivité nécessaire à la démonstration et de donner parfois l'impression de traiter les diplomates comme des technocrates incompetents. Le propos est plus instructif quand les auteurs démontent les difficultés à désarmer et démobiliser les belligérants. Il est probablement plus difficile de passer de la guerre à la paix que l'inverse. Dépassant une vision militaire trop limitée au problème des seuls combattants, l'analyse met en évidence l'importance d'autres types de populations concernées par les conflits, tels les déplacés et les jeunes, qui sont justement des viviers privilégiés de recrutement dans les bandes armées. Le fond du débat est là.

Fort différente est l'approche anthropologique de J.-C. Muller lorsqu'il étudie les chefs de guerre du haut plateau nigérian. Le travail est d'autant plus méritoire qu'il est admirablement bien écrit (une qualité souvent ignorée sous prétexte de scientificité) et qu'il aborde des sociétés tradi-



tionnelles très minoritaires dans une région reculée du Nigeria, près de la ville de Jos. Les Irigwe, les Rukuba, les Abisi, les Birom, les Ganawuri et les Kagoro, qui font l'objet de cette enquête, se situent à des années-lumière des conflits modernes. Ils sont parvenus à un stade intermédiaire entre la tribu et l'État, entre le modèle lignager des Tiv et l'ancien royaume des Joukoun, beaucoup plus étudiés. « Confédérations de chefferies » ou « sociétés contrapuntiques », ces populations ne sont pas pour autant des sociétés sans État. Le qualificatif est trop réducteur et englobe aussi bien les bandes du type pygmée que les sociétés segmentaires, sans que l'on sache trop où ranger les sociétés à classes d'âge et les chefferies décentralisées sur la voie d'un proto-État (p. 181).

Les communautés de la Middle Belt nigérienne, elles, sont certes faibles politiquement, mais elles n'en ont pas moins résisté victorieusement à des sociétés autrement plus organisées, tels les Joukoun ou les Haoussa : preuve, s'il en était besoin, que les chemins de la guerre comme de la paix sont complexes et nécessitent des explications pluridisciplinaires.

**Marc Antoine Pérouse de Montclos**

---

LATOUCHE (Serge)

*L'Autre Afrique. Entre don et marché*

Paris, Albin Michel, Bibliothèque Albin Michel Économie, 1998, 247 pages.

Avec *L'Autre Afrique*, Serge Latouche propose un parcours initiatique au cœur d'une Afrique différente de celle des rapports macro-économiques. Une Afrique autrement vivante, ni idéale, ni idéelle, qui lutte pour maintenir les fondements de son identité dans un marché globalisé et qui gagne à être connue et reconnue.

Cette Afrique des sociétés communautaires et des « individus » se présenterait comme une sorte de laboratoire social postmoderne de la confrontation à l'économie de marché, alors même que, au nord, nos sociétés peinent à donner du sens à leur

devenir et sont à la recherche de nouveaux équilibres. Qui plus est, cette « Afrique autrement » serait parvenue à concilier « don et marché ». En ce sens, elle est exemplaire.

L'ouvrage est conçu comme une démonstration. Le lecteur est entraîné dans une analyse théorique des concepts de « marché », « don », « solidarité » et « pauvreté », appliqués au contexte africain avant de restituer au vécu toute sa dimension théorique à l'aide de nombreux exemples (Mauritanie, Sénégal, Cameroun). Ceux-ci sont analysés, « décortiqués » afin de mettre en évidence les logiques sociales et marchandes en œuvre et les archétypes mentaux intériorisés qui fondent le mode de vie de ces sociétés. Cet approfondissement conduit à mettre en parallèle le projet dérégulateur et déshumanisant du marché total (chapitre II) et la nature de l'échange marchand en Afrique.

Le livre s'ouvre sur une relecture de l'échange marchand, ritualisé et souvent proche du don, au sein de sociétés insérées très tôt dans « l'économie » (chapitre I). À la différence des transferts en économie libéralisée, ces types d'échanges restent fortement « enchâssés » dans les rapports communautaires qu'ils viennent réactiver. Cette dimension socioculturelle se maintient dans presque toutes les sociétés africaines et contribue – selon l'auteur – à organiser, structurer le lien social et parfois même à fonder la réussite économique (chapitres II, IV et VI). C'est en réadaptant en permanence les règles du marché à son mode de vie que cette Afrique nous devance et nous enseigne un autre chemin.

La démarche est convaincante, le style tonique, la confrontation avec les idées reçues souvent décapante. Toutefois, ce va-et-vient permanent entre théorie et morceaux choisis d'Afrique soulève, après relecture, un sentiment diffus d'inachevé, soit parce que la structure du livre laisse apparaître certaines juxtapositions forcées (comme le souligne l'auteur, plusieurs chapitres ont déjà fait l'objet de publications séparées), soit parce que l'intimité vécue des sociétés – les « données chaudes » – est, en fin de compte, insuffisamment restituée.

**Pierre Janin**